



Conseil de sécurité

Distr. générale
19 août 2015
Français
Original : anglais

Lettre datée du 19 août 2015, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République populaire démocratique de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre attention l'agression que constitue l'exercice militaire conjoint dirigé contre la République populaire démocratique de Corée et connu sous le nom d'*Ulchi Freedom Guardian* (UFG), qui se déroule actuellement en Corée du Sud, sous l'égide des États-Unis d'Amérique.

Les exercices militaires conjoints comme celui-ci, dirigés par les États-Unis, s'enchaînent l'un après l'autre tous les ans dans la péninsule coréenne et ailleurs; ils constituent de graves provocations et sont révélateurs de la politique hostile des États-Unis à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée.

Les États-Unis tentent de nouveau de justifier ces exercices dangereux et agressifs en les qualifiant d'« annuels » ou de « défensifs ».

Néanmoins, ce type de manœuvres militaires belliqueuses, qui mobilisent des forces armées nombreuses et un arsenal nucléaire en vue d'occuper Pyongyang, la capitale de la République populaire démocratique de Corée, ne peuvent être considérées comme « défensives » ni décrites comme des « exercices de routine », sous prétexte qu'elles sont « annuelles ».

Les États-Unis vont obliger la République populaire démocratique de Corée à s'engager dans une course aux armements à force de multiplier les exercices militaires et d'accumuler les armes, et ce dans le but sinistre de faire obstacle aux efforts réalisés par la République populaire démocratique de Corée pour développer son économie et améliorer les conditions de vie de son peuple, et de chercher une occasion d'attaquer la République populaire démocratique de Corée de manière préventive en détournant son attention de la spirale infernale des tensions qui s'intensifient.

Le jeu de guerre auquel se livrent les États-Unis démontre clairement que ce sont eux qui alimentent la spirale de confrontation et de tension et qui risquent de déclencher une guerre dans la péninsule coréenne.

Les agressions et provocations à grande échelle que représentent les exercices militaires conjoints menés sous l'égide des États-Unis ne concernent plus uniquement les États-Unis et la République populaire démocratique de Corée ou les



relations intercoréennes, mais constituent désormais un problème international qui menace la paix et la sécurité de l'Asie du Nord-Est et d'autres régions.

Je demande donc par la présente que la question des exercices militaires conjoints menés par les États-Unis soit inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et qu'une réunion soit organisée au plus vite en application des Articles 34 et 35 de la Charte des Nations Unies.

Je souhaiterais rappeler que, de manière injustifiée, le Conseil de sécurité a laissé sans suite plusieurs demandes de la République populaire démocratique de Corée concernant l'inscription de la question des exercices militaires conjoints menés par les États-Unis à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Si le Conseil de sécurité décidait une nouvelle fois de ne pas donner suite à la juste requête de la République populaire démocratique de Corée, cela révélerait qu'il a renoncé à sa mission première qui consiste à maintenir la paix et la sécurité internationales pour devenir l'outil politique d'une seule puissance.

Si les États-Unis persistent à choisir la confrontation militaire en dépit des avertissements répétés de la République populaire démocratique de Corée et des condamnations de l'ensemble de la communauté internationale, ils seront tenus pleinement responsables des conséquences qui en découleront.

La République populaire démocratique de Corée n'attendra pas indéfiniment que les États-Unis changent de politique à son égard alors que sa souveraineté et sa sécurité sont menacées. Elle prendra les décisions qui s'imposent pour dissuader les États-Unis de se livrer à une nouvelle provocation nucléaire.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) JA Song Nam